

*Banque Continentale du Canada*

bonne raison que ce n'était pas juste envers les sociétés de les traiter de cette façon. Et maintenant aujourd'hui nous voyons les résultats de ce qui me paraît être l'une des meilleures études d'un bill durant l'heure des initiatives parlementaires.

Quand le Parlement a été saisi de ce projet de loi, les néo-démocrates s'y opposèrent avec vigueur parce qu'il émanait de l'autre endroit et que les auteurs en étaient des ex-gestionnaires à la retraite, et il s'est faulfilé ensuite à la Chambre parrainé par le député de Kenora-Rainy River (M. Reid). Nous nous sommes opposés également à la façon dont les gestions mixtes maintiendraient les accords financiers conclus entre IAC et la Banque Continentale. Nous avons constaté qu'il s'agissait d'une exception à la loi des banques. Le gouvernement nous avait promis de revoir la loi sur les banques, mais tout cela a été oublié et il n'en est plus question. Nous avons cru qu'il était injuste de régler le sort de sociétés comme l'IAC sans tenir compte de la loi sur les banques; nous aurions vu peu après Household Finance, Avco et toute la bande se précipiter avec leurs amis de l'autre endroit qui auraient rédigé des bills privés et auraient demandé à un simple député de les parrainer à la Chambre.

**Une voix:** Le voilà qui recommence.

**M. Rodriguez:** Il y a des députés là-bas qui n'aiment pas le débat.

**M. Dionne (Northumberland-Miramichi):** C'est la fiction que je n'aime pas et non le débat.

**M. Rodriguez:** Encore une fois, le député de Northumberland-Miramichi (M. Dionne) ne comprend pas la question. Si nous en avons fait un examen improvisé comme nous le faisons d'habitude, nous aurions alors devant nous des projets bien inférieurs à celui-ci. Au lieu d'essayer de se montrer malin, le député devrait s'efforcer d'examiner avec attention les mesures qui nous sont présentées durant l'heure des initiatives parlementaires.

Nous avons présenté nos objections sous forme d'un grand nombre d'amendements et c'est alors que le député de Kenora-Rainy River et ses copains de l'IAC ont compris la sagesse de nos arguments, car nous voulons agir avec prudence en créant des structures économiques. Le bill à l'étude apporte donc un démenti formel au député de Scarborough-Est (M. O'Connell), qui a exprimé le souhait que la clôture puisse être imposée pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires. Nous entendons accorder la même attention courtoise au bill dont il est le parrain.

J'assure aux députés que nous avons dans le bill C-1001 le résultat direct de nos recommandations et de nos amendements. Si nous avons présenté nos objections d'une façon purement théorique ou dialectique, on nous aurait sûrement répondu qu'il n'était pas possible d'opérer les modifications que nous avons en vue, qu'elles auraient imposé des contraintes terribles à la société, qu'elles lui auraient rendu la vie impossible, etc. Mais voilà! La famille Bronfman a jugé bon de s'accommoder de tout ce que nous proposons. Se faisant aussi petite que la souris qui, sur la pointe des pieds, vient rognier un fromage dans la cuisine au milieu de la nuit, elle a accepté chaque amendement.

Très bientôt, nous discuterons un autre bill pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires. A titre non pas de menace mais de promesse, je dis que nous l'examinerons à la loupe, et nous espérons que nos amendements pourront être

[M. Rodriguez.]

apportés. Quoi qu'il en soit, nous sommes disposés à accepter le bill modifié, puisqu'il comporte maintenant les changements que nous avions suggérés. Nous espérons qu'il sera possible d'arriver à un aussi bon résultat avec les autres bills qui nous parviennent de la même façon.

(La motion est adoptée et le bill lu pour la 3<sup>e</sup> fois est adopté.)

**M. Reid:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je remercie les députés de leur bienveillance et de leur assistance. Il a été passionnant de travailler en aussi grand nombre sur un bill de cette importance. Je suis reconnaissant de l'assistance et des conseils qu'on m'a prodigués à propos de certaines modifications qui se sont révélées opportunes. La plupart des députés admettront, je pense, que nous avons fait droit à leurs vœux, et que la version adoptée est une amélioration par rapport au premier texte.

\* \* \*

**BELL CANADA**

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 16 juin, de la motion de M. O'Connell: Que le bill S-2, concernant Bell Canada, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent des transports et des communications, et de l'amendement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, je commençais à peine à présenter certaines observations sur le bill à l'étude. Je reprends les choses à l'endroit où les a laissées le député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Nous avons l'intention de faire la même chose avec ce bill qu'avec celui de l'IAC. Grâce à sa très grande persistance, notre parti a réussi à le faire modifier suffisamment pour en faire un texte présentable. Nous entendons faire de même sans l'aide du parti conservateur qui, je suppose, reste là bouche cousue.

Le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) est un député intelligent. Il vient comme moi de la Saskatchewan, où l'on nous fait voir la façon de gérer un réseau téléphonique, car là-bas, le téléphone est dans le secteur public. Il est reconnu d'utilité publique, et sert tous les habitants également. C'est ce que nous devrions faire avec Bell Canada, car il faudrait nationaliser cette société.

● (1730)

Pour cette raison, peu m'importe que l'on cherche à combler les désirs de Bell Canada qui veut s'agrandir ou de contourner les règlements du CRTC, pour venir engraisser ses actionnaires privés. Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir un réseau téléphonique public comme celui de la province de la Saskatchewan. C'est un réseau dont le député de Saskatoon-Biggar est fier, et dont je suis fier également, au même titre que tous les autres députés de cette province.

J'aimerais que nous ayons un réseau comme celui du Manitoba, qui, lui aussi, est un service public. Si le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. McKenzie) était ici, je suis sûr qu'il nous vanterait les vertus de la nationalisation, car il a travaillé pour le réseau téléphonique du Manitoba avant d'être député à la Chambre des communes. Je sais quel grand socialiste il est, et même lui reconnaîtrait que le système est bon. Il s'opposerait, lui aussi, à ce que Bell Canada fait actuellement à l'égard